

D 983 BRESIL: VOYAGE AU PAYS DES SPOLIÉS  
DE LA TERRE

Si le panorama politique du pays est dominé par les prochaines élections indirectes du président de la République, en janvier 1985, la situation rurale dans la région du "projet Carajás" (cf. DIAL D 831) ne change guère. Les conflits sur la propriété de la terre y sont toujours aussi durs et sanglants (cf. DIAL D 927). Nous donnons aujourd'hui le récit fait par des membres de la Commission pastorale de la terre (CPT) de Tocantinópolis, dans l'extrême nord de l'Etat de Goiás, sur l'incendie criminel des cases de paysans comme méthode de pression et d'expulsion par les grands propriétaires voisins. Selon un rapport de la CPT locale du 12 octobre 1984, 476 familles paysannes sont victimes d'exactions de ce type, ce qui représente une population de 2.380 personnes; 99 cases de paysans ont été brûlées au cours des derniers mois dans cette région du Bec-du-Perroquet. Une commission de députés et d'évêques devait visiter cette région du 28 novembre au 2 décembre.

Note DIAL

### LA VIOLENCE AU BEC-DU-PERROQUET

Le dimanche 7 octobre 1984, pendant la session d'étude de la Bible qui se tenait à Tocantinópolis depuis six jours, nous sommes avertis par des femmes de paysans que la police avait mis le feu à trois villages, humilié les habitants, expulsé de nombreuses familles de leurs terres, battu et même torturé des hommes.

Nous décidons qu'une partie de notre groupe se rendra sur place pour vérifier les faits. Les autres resteront pour assurer la continuation du cours biblique.

Il était presque dix heures du soir quand nous sommes arrivés dans un premier village, à quelques kilomètres d'Axixá. Les gens étaient déjà couchés. Mais J..., le responsable de la communauté, s'est levé pour nous recevoir chaleureusement. Sa petite maison s'est remplie peu à peu car les voisins ont entendu le bruit de la voiture et sont venus voir ce qui se passait. J... est sous la menace de deux tueurs à gages à la solde d'un grand propriétaire qui cherche à expulser les gens de l'endroit. Heureusement une grande partie de la communauté reste ferme et veille sur lui.

Nous avons bavardé jusqu'à minuit, heure à laquelle nous nous sommes répartis chez les voisins pour y accrocher nos hamacs. Le lendemain matin, à 6 H, nous avons bu ensemble une tasse de café noir avant de reprendre la route.

Nous nous sommes arrêtés au village de "Centro dos Canários" pour aller voir L..., le paysan qui avait été torturé. Agé de 50 ans, il a neuf enfants dont le dernier n'a que 3 ans. Cela fait six ans qu'il travaille les champs à cet endroit. Le 25 septembre, vers 11 H du matin, alors que la plupart des hommes étaient rentrés au village pour le repas de midi, dix policiers et un officier de police ont pénétré dans les maisons à la recherche d'armes. Ils ont fait mettre les hommes à genoux en plein soleil. L... a été emmené dans la forêt à coups de crosse. Là il a reçu des coups de poing, de pied et de crosse. Ils l'ont fait entrer dans une mare boueuse réservée aux cochons et ils lui ont plongé la tête dedans à quatre reprises, jusqu'au bord de l'asphyxie.

Au village, les policiers sont entrés dans presque toutes les maisons. Ils ont tout retourné, cassé les lits, déchiré les matelas, menacé de mort les femmes en pointant leurs armes sur elles. Ils ont volé tous les couteaux de cuisine, les coutelas, et même l'argent qu'ils trouvaient. Les vieilles valises où sont rangés les habits - les pauvres gens n'ont pas d'armoires - ont été retournées, les habits jetés par terre et piétinés.

Deux autres paysans ont été aussi beaucoup battus. Les policiers leur ont tiré des coups de feu en direction des pieds. Ils ont aussi tiré sur les maisons. Ils ont proféré des menaces à destination des membres de la Commission pastorale de la terre du diocèse de Tocantinópolis. Une femme du village qui venait d'accoucher une quinzaine de jours plus tôt en est tombée malade et a dû être hospitalisée. Terrorisées et tendues, les trente-trois femmes du village l'ont quitté pour aller se réfugier dans des villages voisins. Le 4 octobre, trois policiers sont arrivés et ont mis le feu à toutes les maisons.

L'expulsion a touché 46 familles qui représentent 230 personnes, et 13 autres familles qui travaillaient là sans habiter le village. Tous les paysans ont ainsi été obligés de quitter des terres sur lesquelles certains se trouvaient depuis dix-sept ans. Les champs venaient d'être préparés pour les semailles de riz.

Après avoir consigné par écrit les déclarations de L..., nous nous sommes rendus dans le village brûlé. C'était une vraie désolation: pas âme qui vive, sauf un chien refusant de quitter les lieux, toutes les maisons incendiées, les arbres fruitiers cassés... L'une d'entre nous a ramassé des cendres dans une vieille boîte de fer trouvée là. Les cendres serviront aux célébrations religieuses. Des célébrations de pénitence certes, mais aussi d'espérance car la vie est plus forte que la mort: une nouvelle vie naîtra de ces cendres qui signifient la souffrance d'un peuple.

Poursuivant notre route, nous sommes allés à São Félix, un village qui était important jusqu'en 1980, année où il a perdu une bonne part de ses habitants, chassés par les grands propriétaires qui avaient pris leurs terres. Nous avons été invités par une famille à partager le riz et les haricots noirs. Nous y avons rencontré deux paysans expulsés du village de "Espírito Santo", à une dizaine de kilomètres de là.

La nuit était déjà tombée. Nous avons quand même décidé, avec les gens, d'aller voir d'autres familles expulsées, installées dans les environs du village brûlé. Les premières familles que nous avons rencontrées étaient entassées dans une maison aux murs de palme. Au bout du terrain, une famille s'était installée dans un abri de bêtes transformé en maison.

La maman nous a raconté comment, le jour de l'arrivée de la police, les hommes ont été arrêtés, mis à genoux en plein soleil, et les femmes obligées de sortir toutes les affaires des maisons. Elle, enceinte de neuf mois, elle a commencé à avoir les premières douleurs de l'accouchement. Elle a cherché refuge chez des voisins mais toutes les maisons de palme étaient occupées. Elle a été obligée de s'abriter dans la cabane où elle se trouvait maintenant, une cabane au toit de chaume et sans parois, normalement réservée à l'âne. Elle a dû d'abord enlever le crottin avant d'y accrocher son hamac. Et c'est là, seule avec son mari et un petit de dix-huit mois, qu'elle a mis au monde un fils...

Voilà comment naît un enfant au sein d'une lutte difficile, dans la souffrance, sous la domination des grands qui écrasent les petits. C'est la démonstration faite à M. Lourismar, le grand propriétaire qui chasse les paysans, au juge, aux policiers, aux tueurs à gages et à tous les puissants, que la vie des gens pauvres ne peut être définitivement supprimée. Les plus pauvres vivent et vivront toujours. De leur lutte jaillira une vie nouvelle, un monde nouveau, une terre nouvelle, une société autre.

Les 22 familles du village de Espíritu Santo dont les maisons ont été brûlées n'ont pas pu aller bien loin pour chercher refuge car elles n'avaient pas beaucoup d'argent.

Les hommes ont été appeler les autres des environs. En un rien de temps, il y avait là une cinquantaine de personnes. Nous avons fait une réunion. Nous leur avons exprimé notre solidarité et nous avons recherché ensemble des pistes pour une solution: dans la justice, par la résistance, en alertant sur les événements. Chacun a donné son point de vue. Cela a duré jusqu'à minuit.

C'est en 1973 qu'une cinquantaine de familles étaient arrivées à cet endroit. Et ce n'est qu'en 1983 que ce M. Lourismar avait pointé le bout de son nez en disant qu'il était le propriétaire. Il voulait clôturer 1.300 hectares, y compris les terres des cinquante familles. C'est comme ça que, le 26 septembre 1984, de grand matin, dix policiers accompagnés de M. Lourismar, de son frère, de son beau-frère et du régisseur sont arrivés dans le village. Les mêmes sauvageries ont eu lieu: les gens ont subi des humiliations, plusieurs hommes ont reçu des coups de poing et des coups de pied à la figure et dans le dos... Une fille de 14 ans a été tirée par les cheveux par un policier qui lui a ensuite donné un coup de crosse sur la tête avec son revolver, provoquant ainsi une blessure sanglante.

Vers minuit nous nous sommes installés dans un coin avec nos hamacs, au milieu des gens. Nous avons vu tant de souffrances déjà, au cours de cette journée!

Le lendemain matin 9 octobre, nous avons été voir les lieux des 22 maisons brûlées. Quelle tristesse! Nous avons ensuite continué notre chemin de croix en allant jusqu'au village de "Ponte Nova". Là, les familles ont été encerclées de clôtures de barbelés et on leur a interdit de cultiver la terre.

Nous avons laissé là notre voiture car il n'y avait plus de chemin carrossable pour continuer. Il n'y avait plus qu'une piste de forêt. Nous sommes allés à pied. Il nous a fallu une demi-heure de marche pour arriver au village de "Camarão" où 11 maisons ont été brûlées. Il n'y avait plus personne. Tout était à l'abandon. Rien que des cendres, avec quelques poutres

qui fumaient encore. Nous avons encore marché une quarantaine de minutes, pour arriver au bord du fleuve Tocantins où se trouvaient les familles expulsées. Nous en avons rencontré plusieurs en train de construire leurs maisons aux murs de palme.

La première famille de paysans était venue s'installer dans la région en juin 1947. Et c'est le même Lourismar, celui qui a fait incendier le village d'Espirito Santo, qui s'est présenté en 1983 en se prétendant le propriétaire! Comme précédemment nous avons fait une réunion avec les gens pour prendre note de leurs déclarations sur les onze maisons brûlées.

Vers 16 H, alors que nous arrivions au village de Ponte Nova où nous avons laissé notre voiture, nous avons vu une maison en flammes. Le régisseur du grand propriétaire venait d'y mettre le feu. La femme qui l'habitait et les enfants étaient en pleurs et les gens du village révoltés.

En guise de conclusion, voici ce que nous a déclaré un paysan dont la maison a été incendiée: "Nous sommes sûrs qu'il y a une justice. Nous savons que Dieu ne dort pas. Il va nous aider dans notre lutte. Nous ne voulons pas partir d'ici. Nous allons continuer à lutter."

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441